

**FORMATION DES MAGISTRATS
DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'AGADIR**

RAPPORT D'EVALUATION

**Cabinet Maria BAHNINI
Septembre 2002**

I. LE PROGRAMME

La formation des magistrats du tribunal de commerce d'Agadir a commencé le 24 janvier pour se terminer le 20 septembre 2002, l'évaluation devant être faite à part.

Le programme initialement prévu comportait une formation de 192 heures portant sur les matières suivantes:

- Méthodologie
- Droit des sociétés
- Financement des entreprises
- Comptabilité
- Droit de la propriété industrielle
- Droit de la concurrence
- Droit bancaire
- Droit des transports
- Droit maritime et portuaire
- Droit de la pêche
- Contrats commerciaux internationaux
- Evaluation

Le programme avait été établi après identification des besoins des magistrats et en concertation directe avec eux. (Cf rapport diagnostic)

Au moment de l'établissement du planning des séminaires, il s'est avéré que la formation en droit venait s'ajouter, pour les magistrats, à deux autres formations déjà en cours, en anglais et en informatique.

Les magistrats refusant d'avoir une formation pendant les week-end, même de façon exceptionnelle, ayant en outre des obligations à l'égard du Ministère de la Justice (séminaires, colloques) devant également s'absenter pendant deux semaines pour un voyage d'étude aux Etats Unis et au Canada, et n'ayant pas bénéficié d'une décharge de fonctions, il nous a fallu revoir à la baisse le nombre d'heures de formation en matière juridique et financière.

Nous sommes donc passé des cent quatre vingt douze heures (192) heures initialement prévues à cent soixante heures (160) heures effectivement dispensées.

En conséquence, certaines matières n'ont pas été traitées. Il s'agit:

- du droit des transports,
- des contrats commerciaux internationaux,
- du droit de la pêche,

- du droit maritime et portuaire.
- du droit de la concurrence et de la propriété industrielle.

En revanche, nous avons préféré nous concentrer, à la demande des magistrats eux-mêmes, sur les matières fondamentales pour l'exercice de leurs fonctions au sein du tribunal de commerce et pour lesquelles ils n'avaient eu qu'une formation embryonnaire, tant au cours de leur cursus universitaire, qu'à l'Institut National d'Etudes Judiciaires (INEJ).

Les cent soixante heures de formation ont donc été ventilées de la façon suivante:

- méthodologie: 20 heures
- Droit bancaire: 56 heures
- Droit des sociétés: 24 heures
- Financement de l'entreprise: 32 heures
- Comptabilité: 8 heures
- Traitement des difficultés de l'entreprise : 20 heures

II. LES SEMINAIRES

La formation dispensée a donc été axée sur la notion d'entreprise, de sa constitution à sa liquidation, amiable ou judiciaire.

L'entreprise a été étudiée sous tous ses angles, juridique, bancaire, financier et comptable englobant: création, vie sociale, relations contractuelles, contrats bancaires, financement, comptabilité et traitement des difficultés.

Il était essentiel que les magistrats du tribunal de commerce d'Agadir aient une vision complète et globale de l'entreprise, et non une vision exclusivement juridique et par définition fragmentaire, comme c'était jusqu'alors le cas, lorsqu'un différend était soumis à leur appréciation.

Les objectifs du séminaire en matière de droit bancaire et de financement des entreprises étaient de :

- fournir aux magistrats les techniques et concepts relatifs à l'analyse financière et aux besoins de financements de l'entreprises ;

- les amener à comprendre les équilibres financiers et à détecter les sources de déséquilibres de trésorerie des entreprises et à réfléchir sur les pistes pour les redresser.

Il était nécessaire d'élargir leur connaissance pour qu'ils puissent apprécier et juger de la situation générale d'une entreprise, de la responsabilité respective de chacun des intervenants de la vie sociale, et de ne plus être aveuglément soumis et liés par les avis des différents experts, sans jamais pouvoir contrôler leurs affirmations.

L'enseignement, sous forme de séminaires a été en matière de méthodologie, de droit des sociétés et des procédures de redressement et de liquidation judiciaires, essentiellement pratique.

Le travail a donc porté sur des études de cas, des analyses et commentaires de jugement, les magistrats maîtrisant l'aspect théorique de ces matières.

En revanche, le droit bancaire, le financement de l'entreprise et la comptabilité ont revêtu les deux aspects, d'abord théorique et ensuite pratique, les séminaristes n'ayant qu'une notion très vague pour ne pas dire inexistante de ces matières pourtant fondamentales dans le cadre du droit de l'entreprise.

Pratiquement, les séances de formation étaient assurés tous les jeudis et vendredi après midi et se déroulaient selon le même principe:

- Présentation orale du thème du jour,
- Recherche de l'intérêt théorique et pratique du sujet traité,
- Etude, analyse et commentaires critiques des supports écrits.

Les supports écrits théoriques ont été choisis et sélectionnés pour apporter un complément d'information.

Les commentaires qui en ont été fait, ouvraient des pistes de recherches et des axes de réflexion pour les magistrats.

Les supports écrits pratiques ont également été retenus soit pour analyser une décision magistrale qui, par l'interprétation brillante de la loi par les magistrats avaient permis de faire progresser le droit commercial, soit pour souligner les erreurs commises par d'autres tribunaux dans leur appréciation des faits ou de la loi et amener les magistrats à critiquer les décisions prises par leurs collègues d'autres tribunaux, nationaux ou étrangers et leur faire prendre conscience des erreurs à éviter.

Chaque enseignant, dans le cadre de sa matière, a également insisté sur le rôle et la responsabilité des magistrats des tribunaux de commerce en qualité d'agents régulateurs de la vie économique du Royaume et souligné l'impact important des décisions judiciaires, sur les investissements, qu'ils soient nationaux ou étrangers et par là même sur le développement économique du pays.

III. APPRECIATIONS

L'enseignement, de façon générale, a été suivi avec une totale assiduité et un grand intérêt car il a apporté des réponses concrètes à de très nombreuses questions qui restaient en suspens dans l'esprit des magistrats.

Les questions posées par les intéressés étaient majoritairement axées sur l'aspect pratique des différentes branches du droit traitées, mais des discussions concernant des points précis étaient élargies à des considérations théoriques, de droit comparé et parfois de philosophie du droit.

Les magistrats, qui portent une appréciation positive sur cette formation, regrettent toutefois qu'elle ait été si concentrée.

Ils auraient, majoritairement préféré avoir plus de temps entre deux séances de travail, pour mieux « digérer » les informations et en retirer tous les fruits.

Ils regrettent également de n'avoir pu subir d'enseignement sur l'intégralité des matières prévues initialement au programme, notamment en droit des transports, droit portuaire et droit de la pêche, car de nombreux différends qu'ils sont appelés à trancher, portent, du fait de la situation géographique d'Agadir qui est un port de pêche important, sur ces matières.

Ils souhaiteraient en conséquence, pouvoir obtenir le maximum de documentation, ouvrages de référence et décisions jurisprudentielles commentées, européens et nord américains, pour leur permettre de se mettre à niveau dans ces matières et parfaire leur formation et leurs connaissances dans ces domaines.

IV. RECOMMANDATIONS

Au cas où l'USAID projeterait d'étendre ce programme de formation à d'autres tribunaux et Cours d'Appel de commerce, il serait souhaitable:

1) que les différentes formations (anglais, informatique, droit) soient consécutives et non concomitantes,

2) que la formation en droit soit moins intensive donc plus étalée dans le temps pour que les magistrats en profitent plus et mieux,

3) que l'ordre des matières enseignées soit rationnel pour éviter les redites, répétitions et incursions longues et fréquentes dans d'autres matières. L'ordre qui nous semble chronologiquement le plus rationnel concernant l'entreprise est :

- Méthodologie,

- Droit des sociétés,
- Comptabilité de l'entreprise,
- Financement de l'entreprise,
- Droit bancaire,
- Procédures de redressement et liquidation judiciaires.

4) Que l'enseignement théorique et pratique soit complété à la fin du cycle des séminaires par:

- Un voyage d'étude
- Des stages pratiques à l'étranger.